Robert D. Crews, For Prophet and Tsar

Juliette Cadiot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/6784>

DOI : 10.4000/monderusse.6784

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2006

Pagination : 915-918

ISBN : 978-2-7132-2098-2

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Juliette Cadiot, « Robert D. Crews, For Prophet and Tsar », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 47/4 | 2006, mis en ligne le 03 juillet 2009, consulté le 04 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/6784> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.6784>

Ce document a été généré automatiquement le 4 septembre 2022.

Tous droits réservés

Robert D. Crews, *For Prophet and Tsar*

Juliette Cadiot

RÉFÉRENCE

Robert D. CREWS, *For Prophet and Tsar. Islam and Empire in Russia and Central Asia*. Cambridge, MA : Harvard University Press, 2006, 463 p.

- 1 L'ouvrage de Robert Crews retrace l'histoire des interactions entre l'État impérial russe et les musulmans habitant l'Empire, depuis le XVIII^e siècle jusqu'à la chute du tsar. En analysant les enjeux de l'institutionnalisation de la confession islamique, l'auteur montre combien cette dernière influença non seulement les dignitaires de l'islam, mais également l'ensemble des croyants. Certaines prérogatives (normes familiales, régulation de l'héritage, organisation des œuvres caritatives, tenue de l'état civil, prescription des règles d'hygiène, diffusion de l'information, etc.), que l'on attribue spontanément à l'État, relevaient dans un Empire non encore sécularisé des autorités confessionnelles, avec leurs coutumes et leurs tribunaux. R. Crews décrit comment l'État impérial devint progressivement l'arbitre des querelles liées à la religion et pouvait en dernière instance trancher en matière d'orthodoxie religieuse. Cette histoire particulièrement dynamique éclaire aussi la manière dont les changements dans la politique intérieure russe, mais également la conquête des nouveaux territoires de la steppe kazakhe ou de l'Asie centrale, firent évoluer les rapports entre administration impériale et islam. L'historien compare les expériences vécues par les musulmans en Russie à celles des autres communautés religieuses : la communauté orthodoxe, ainsi que celles auxquelles il donne le nom d'« étrangères » (juive, catholique, protestante notamment). Enfin il inscrit son propos dans le contexte plus large du monde islamique en soulignant l'importance et l'originalité de l'expérience russe ainsi que son héritage dans les pratiques politiques soviétiques, voire contemporaines.

- 2 L'ordonnancement des chapitres est clair et permet à R. Crews de mettre en valeur la variété de ses sources, tant centrales que musulmanes, dépouillées à Moscou, Saint-Pétersbourg, Oufa, Kazan, Orenbourg, Tachkent : pétitions, requêtes, demandes d'intercession émanant de simples croyants, textes législatifs et administratifs, mémoires de dignitaires musulmans, textes religieux normatifs... L'auteur commence par se pencher sur la politique menée à l'égard des musulmans intégrés dans l'Empire dès le XVI^e siècle pour les régions de la Volga. Puis, après un survol de la période qui précède l'arrivée au pouvoir de Catherine II, avec notamment les conversions forcées des musulmans de la Volga sous Pierre le Grand, il décrit la mise en place d'instances du culte musulman : assemblée ecclésiastique de la confession musulmane (1788) et mufti d'Orenbourg. La création d'une « Église musulmane » pour organiser cette confession – institution qui n'existait nulle part ailleurs – constitue à la fois une originalité et la réplique d'un mode de régulation et d'encadrement traditionnel : dans l'Empire, les confessions catholique, juive et protestante, dotées d'un clergé, avaient été reconnues par l'État. Au-delà de la description de régulations institutionnelles déjà largement connues, l'ouvrage est remarquable en ce qu'il suit les implications pratiques quotidiennes des décisions prises au sommet. On voit comment le pouvoir impérial intervenait dans le quotidien des croyants : régulation de la construction des mosquées, édition du Coran, nomination des dignitaires musulmans formés dans différents centres islamiques en Afghanistan, en Iran, à Constantinople. L'auteur nous livre dans le détail le contenu de la correspondance entre l'État central et les croyants qui se plaignent d'être victimes de malversations, de jugements injustes du mufti dans des affaires de mariage et de divorce... Il montre aussi comment des dignitaires reconnus cherchent l'appui du centre pour contrer l'émergence d'autres porte-parole de l'islam et s'opposer à toute dissidence religieuse, assimilée à une résistance au pouvoir personnel du tsar, ainsi que la manière dont ce dernier se mêle de controverses très locales (possibilité pour telle communauté d'ouvrir une mosquée). Au-delà de ce tableau des rapports entre le tsar et les hauts dignitaires musulmans mis au service de l'État central, auquel s'ajoute une description des communautés, l'auteur détaille le mode souple de l'organisation musulmane au niveau local, à la fois au niveau des imams, des oulémas et des *ahuns*. Soumis à un examen, devant obtenir une licence de la hiérarchie musulmane, le « clergé » musulman, bien que jouissant de certains privilèges, ne constitua jamais malgré ses revendications une exacte réplique du clergé orthodoxe. Celui-ci constituait un ordre (*soslovie*) privilégié du fait de la place dominante de l'orthodoxie dans l'idéologie impériale. La vie autour de la mosquée était aussi largement influencée par des patrons (ou notables traditionnels) musulmans séculiers, qui se chargeaient de la construction des mosquées et des écoles. R. Crews décrit, à la faveur de quelques affaires de construction de mosquées, de règlement d'héritage, de protection des orphelins, de cas d'ivrognerie, de modification du texte des prières, etc., la densité des rapports sociaux, la complexité des formes d'autorité permettant le règlement des conflits au sein de communautés très locales qui requièrent l'intercession de l'assemblée ecclésiastique d'Orenbourg, voire de celle de Saint-Pétersbourg.
- 3 L'auteur va plus loin en montrant les liens intrinsèques entre la « gestion » de la société par le biais de la religion et la nouvelle idéologie impériale, notamment à travers la valorisation de la famille – depuis la famille impériale jusqu'à celle de tous les sujets de l'empereur. Le principe selon lequel les normes religieuses sont garantes de la moralité ne s'applique pas qu'aux orthodoxes et explique le soutien accordé par l'État impérial aux autres grandes religions monothéistes. R. Crews retrace les étapes de la régulation des

droits de la famille pour les musulmans, décrit l'interpénétration entre le domaine des coutumes et de la loi islamique et celui de la loi tsariste, ainsi que la mise en place progressive de toute une hiérarchie de requêtes, absentes de la tradition islamique, permettant à tout sujet de recourir à la justice du tsar. À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'État central, par le biais du ministère des Affaires intérieures et, localement, de la police chargée en partie des affaires de mœurs, intervint de plus en plus dans un sens opposé à celui de la hiérarchie musulmane, dans un rapport plus direct avec ses sujets. Il influença les normes et les pratiques confessionnelles en matière de divorce (avec les juifs, les musulmans avaient le niveau de divorce le plus élevé de l'Empire), de maltraitance des femmes, de protection des orphelins... Le livre se penche sur les effets de l'inflexion de cette politique vis-à-vis de l'islam. Perçue comme un vecteur de civilisation depuis les Lumières, cette religion fut progressivement dépréciée. Aussi, au milieu du XIX^e siècle, les juristes de l'Empire s'éloignèrent-ils de l'enseignement des oulémas, cherchant auprès des savants et des orientalistes les matériaux d'une jurisprudence musulmane. La charia, de système de normes relativement souple, devint un code de lois plus rigide dont l'interprétation fut moins soumise aux musulmans qu'aux orientalistes et juristes du centre. En fixant ainsi les textes, en leur donnant une interprétation plus stricte, les Russes redéfinirent le contenu de l'islam. Parallèlement, la conquête des steppes kazakhes eut pour conséquence de promouvoir un nouveau mode d'administration des musulmans. R. Crews souligne la tendance coloniale (que l'on trouve dans les Empires britannique et français, mais aussi dans la seconde moitié du XIX^e siècle dans l'Empire ottoman et en Afghanistan) – relayée par les ethnographes – qui considérait les nomades comme peu islamisés dans les steppes kazakhes comme dans le Caucase du Nord. Contrairement à leur tradition de tolérance religieuse et d'institutionnalisation des religions « étrangères », les législateurs russes reconnurent la loi coutumière, les *adats*, et en appelèrent au pouvoir des clans et des *beys*, court-circuitant par là l'islam officiel et la charia. Ils tentèrent de s'émanciper de la tutelle de la hiérarchie islamique et de ses lois malgré une diffusion accélérée au sein de la population. Refusant l'établissement d'un mufti pour les Kazakhs, ils menèrent campagne contre la diffusion d'un islam lié à Oufa et à la religiosité des Tatars. Là encore, notamment en ce qui concerne le droit de la famille, les autorités russes finirent par être impliquées – à travers les requêtes, la police et l'influence des gouverneurs – dans des querelles portant sur les rares mosquées ou écoles, voire sur l'orthodoxie religieuse.

- 4 La conquête du Turkestan dans la seconde moitié du XIX^e siècle entraîna aussi la révision des schémas traditionnels d'intégration de l'islam à l'Empire. Dans cette région, l'État, au début discret, s'immisça progressivement dans les querelles religieuses déjà vives avant la conquête, par la promotion des patrons, notables traditionnels de territoires décrits comme fortement islamisés. Sous couvert de tolérance confessionnelle et sous la pression des autorités religieuses comme de la population qui se saisit de son arbitrage, l'administration joua un rôle important jusque dans la vie locale. Enfin, dans le dernier chapitre, R. Crews traite des changements massifs dans la société impériale à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Mais, loin de conclure à une séparation entre le pouvoir et les musulmans, il montre au contraire qu'ils restèrent intimement liés dans leur tentative pour stabiliser une société en mouvement. Les différents mouvements religieux, dont le djadidisme aux accents modernistes, partageaient avec le pouvoir russe la crainte d'un déclin des mœurs, des croyances, de l'ordre familial. Aussi les élites musulmanes en appelaient-elles à la nécessité d'une régénération, d'un retour à la vraie orthodoxie. Au début du XX^e siècle, dans un contexte de politisation, de répression,

d'effervescence révolutionnaire, les représentants musulmans multiplièrent les demandes en termes de tolérance religieuse et de garantie par l'État des droits civiques ; mais, comme le souligne l'auteur, ils continuèrent à demander le patronage de l'État et à rester dans le cadre de la charia.

- 5 Cet ouvrage est extrêmement riche, tant par la pertinence et la précision de ses conclusions que par la finesse de ses descriptions minutieuses de la vie quotidienne des communautés musulmanes. Il est agréable à lire car il allie des développements institutionnels et politiques à des études de cas très concrètes sur des querelles de mœurs. Il permet de saisir l'importance de la politique confessionnelle de l'État russe, sa proximité ou sa singularité face à d'autres expériences historiques. En soulignant les évolutions de cette politique, ses différentes facettes régionales, ses effets sur le quotidien des communautés, Robert Crews propose une réflexion plus générale sur l'opportunité ou non, pour l'État, de s'impliquer dans la gestion des communautés religieuses. Il souligne le lien fondamental entre protection institutionnelle de la religion et tentative de normalisation de la société, notamment à propos de la régulation de la famille et de la définition des règles de l'orthodoxie religieuse. L'auteur conclut ainsi que l'implication de l'État impérial, soviétique puis russe, dans l'encadrement de la religion musulmane a conduit à définir une ligne de démarcation entre un islam respectable et un islam à réprimer, dichotomie encore très perceptible aujourd'hui dans les conflits qui ensanglantent le Caucase. Bref, cet ouvrage est indispensable à la compréhension de l'histoire des musulmans en Russie, tout comme à celle de leur politique religieuse ainsi qu'à celle de l'encadrement des communautés non russes.